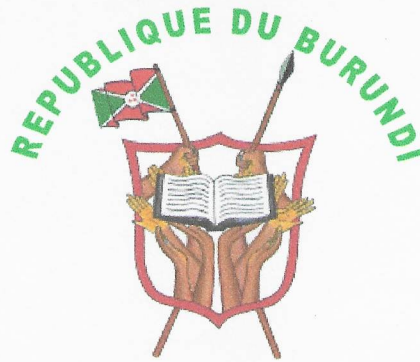


INAMA
NKENGUZAMATEKA

Adresse : Avenue du Peuple Murundi
B.P. : 114 Gitega
Tél : (+257) 22 40 50 08
: (+257) 22 40 50 23
Site Web : www.senat.bi
E-mail : info@senat.bi
: senat@senat.bi



SENAT

Gitega, le 03/...8/ 2026

N. Réf : SNB/CP/103/2026

A Monsieur le Président de la Commission permanente chargée des questions institutionnelles, juridiques, administratives, de décentralisation, des droits et libertés fondamentaux et du contrôle de la représentativité dans les institutions.

Objet : Saisine au fond d'un projet de loi

Monsieur le Président,

Conformément aux dispositions des articles 90 et 91 du Règlement intérieur du Sénat, j'ai l'honneur de vous transmettre pour examen, **le projet de loi portant accès à l'information publique**, tel que nous envoyé par le Gouvernement en date du 29 juillet 2026.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

LE PRESIDENT DU SENAT

Très Hon. Gervais NDIRAKOBUCA

Copie pour information à :
Sénateur (tous).





LE PREMIER MINISTRE

N°: 121/ PM/ 151 /2026

SENAT DU BURUNDI	
Reçu le	30/07/2026
Sous le n°	0429/2026
Transmis à	
Date de transmission	
Classement	

TRANSMIS COPIE POUR INFORMATION A :

- Son Excellence Monsieur le Président de la République, avec les Assurances de ma Plus Haute Considération ;
- Son Excellence Monsieur le Vice-Président de la République, avec les Assurances de ma Très Haute Considération.

Au Très Honorable Président du Sénat
à
GITEGA

OBJET : Ordre du jour de la Session
Parlementaire ordinaire d'août
2026.

Très Honorable Président,

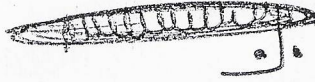
Conformément aux dispositions des articles 179 et 190 de la Constitution de la République du Burundi, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-dessous, l'ordre du jour de la Session Parlementaire ordinaire d'août 2026. L'ordre du jour comportera les dossiers suivants :

1. Projet de loi portant accès à l'information publique ;
2. Projet de loi portant modification du décret-loi n°1/016 du 23 février 1993 érigeant en infractions les fraudes aux examens et aux évaluations pédagogiques organisés en vue du passage de classe ou de cycle ou de l'obtention de certificats et diplômes ;
3. Projet de loi portant ratification par la République du Burundi de l'accord de coopération entre le Gouvernement de la République du Burundi et le Gouvernement de la République d'Angola relatif à l'exemption de visa pour les titulaires de passeports diplomatiques et de service, signé à Addis Abeba le 12 février 2026.

A toutes fins utiles, les documents relatifs à ces points sont en annexe à la présente.

Je vous prie d'agréer, Très Honorable Président, les assurances de ma Très Haute Considération.

LE PREMIER MINISTRE



Nestor NTAHONTUYE

REPUBLIQUE DU BURUNDI



PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Secrétariat Général de l'Etat

Réf N°: 1101 SGE/0446/2026

Bujumbura, le 30/6/2026

TRANSMIS COPIE POUR INFORMATION A:

Son Excellence Monsieur le Président de la République, avec les assurances de notre Plus Haute considération

Son Excellence Monsieur le Vice-Président de la République, avec les assurances de notre Très Haute considération.

A Son Excellence Monsieur le Premier Ministre, avec les assurances de notre Très Haute considération

à

BUJUMBURA

Objet: Transmission d'un projet de loi

Excellence Monsieur le Premier Ministre,

Nous avons l'honneur de vous transmettre, en annexe à la présente et aux fins de saisir le Parlement pour analyse et adoption, le projet de loi portant accès à l'information publique

Veuillez agréer, Excellence Monsieur le Premier Ministre, les assurances de notre Très Haute considération.

Le Secrétaire Général de l'Etat

Jérôme NYONZIMA

CPI:

Madame la Ministre de la Communication
et des Médias

RECEPTIONNAIRE (Secrétariat Cabinet)	
Date d'arrivée:	30/6/2026
Heure d'arrivée:	13h 07
Heure de transmission:	
Parapher:	





MINISTRE DE LA COMMUNICATION
ET DES MEDIAS
CABINET DU MINISTRE

Réf. : 580/CAB/M/550/2026

TRANSMIS COPIE POUR INFORMATION A :

- Son Excellence Monsieur le Président de la République, avec les assurances de ma Plus Haute considération,
- Son Excellence Monsieur le Vice –Président de la République, avec les assurances de ma Très Haute considération,
- Son Excellence Monsieur le Premier Ministre, avec les assurances de ma Très Haute considération,

SECRET	GENERAL
DE L'ETAT	
Date d'entrée	27/6/2026
N° d'enregistrement	178
Serv. d'origine	
N° classement	
Répondue par	SGE

A Monsieur le Secrétaire Général de l'Etat

à
Bujumbura

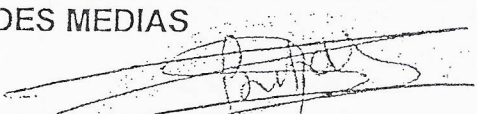
Objet: Transmission

Monsieur le Secrétaire Général,

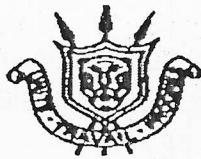
J'ai l'honneur de vous transmettre en annexe à la présente, le **projet de loi portant accès à l'information publique** après avoir intégré toutes les décisions et recommandations émises lors de la séance du Conseil des Ministres tenue le mercredi en date du 10 juin 2026.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de ma considération.

LE MINISTRE DE LA COMMUNICATION
ET DES MEDIAS


Ambassadeur Evélyne BUTOYI

REPUBLIQUE DU BURUNDI



MINISTERE DE LA COMMUNICATION

ET DES MEDIAS

CABINET DU MINISTRE

PROJET DE LOI PORTANT ACCES A L'INFORMATION PUBLIQUE

EXPOSE DES MOTIFS

I.CONTEXTE ET JUSTIFICATION

L'accès à l'information est un droit fondamental qui permet à toute personne de demander et d'obtenir des informations détenues par les organismes publics ou privés investis d'une mission de service public. Ce droit est essentiel pour la promotion de la transparence, de la bonne gouvernance et de l'Etat de droit.

En effet, le droit à l'information étant un droit fondamental consacré par l'article 9 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples dûment ratifiée par la République du Burundi et qui fait partie intégrante de la Constitution du Burundi en son article 19, l'accès à l'information publique est une garantie fondamentale du citoyen et relève du domaine de la loi en vertu de l'article 164, 1° de la Constitution.

C'est dans ce contexte que l'Union africaine a adopté en 2012 la loi-type relative à l'accès à l'information pour matérialiser ce droit. Depuis lors, les dispositions de ladite loi-type ont été incorporées dans les législations d'une trentaine de pays africains dont ceux de la sous-région notamment le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda, le Sud Soudan et la Tanzanie.

Dans le cadre de la matérialisation du contenu de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, le Burundi a déjà mis en place des lois ci-après :

- La loi régissant la liberté d'opinion et les manifestations publiques
- La loi régissant les ASBL
- la loi sur les confessions religieuses
- la loi sur les partis politiques
- La loi régissant la presse au Burundi.

En plus des lois déjà promulguées, le Burundi a déjà mis en place la politique de communication qui consacre le droit d'accès à l'information. Cependant, seule la loi en rapport avec l'accès à l'information publique n'a pas encore été mise en place.

Pour rappel, la promotion de la bonne gouvernance, de la transparence, de l'Etat de droit et de la lutte contre la corruption font partie des piliers fondamentaux de l'action gouvernementale en vue d'atteindre la Vision Burundi, Pays Emergent en 2040 et Développé en 2060.

Les personnes en quête d'information publique éprouvent des difficultés à accéder à l'information demandée et souhaitée pour exercer leurs droits parce qu'il n'y a pas de loi qui oblige le détenteur de l'information à la leur livrer, ce qui enfreint aux droits et libertés des gens reconnues par la Constitution de la République du Burundi. C'est dans cette optique qu'une loi portant accès à l'information publique est une nécessité.

La volonté de mettre en place cette loi date de 2013. L'expression de la nécessité de mise en place de cette loi avait été mise en exergue lors des différents fora organisés par le Gouvernement et la société civile (2011, 2013, et 2023).

D'aucuns peuvent croire que l'existence de la loi sur la presse et la loi organique régissant le Conseil National de la Communication (CNC) couvrent le besoin ressenti par le citoyen en matière d'accès à l'information. Loin de là, ces deux instruments juridiques régissent uniquement le travail des journalistes. D'où il existe encore un vide juridique pour garantir le droit d'accès à l'information publique en ce qui concerne le citoyen ordinaire.

La mise en place de la loi portant accès à l'information publique ne vient pas pour permettre l'étalage au public des informations réputées confidentielles détenues par les organismes publics et privés. Ainsi des dispositions pertinentes qui consacrent des exceptions au principe du droit d'accès à l'information ont été envisagées en guise de garanties de la confidentialité et le secret des institutions.

Il est important d'avoir à l'esprit que l'information dont il est question ici va au-delà de l'information fournie à travers les médias. Il s'agit plutôt de l'information au sens générique détenue par les organismes publics et privés nécessaire à l'exercice ou à la protection d'un droit ou d'une liberté fondamentale.

II. STRUCTURE DU PROJET DE LOI

Le présent projet de loi s'articule sur huit chapitres répartis en 64 articles :

Le Chapitre premier porte sur les dispositions générales (articles 1 à 10) ;

Le Chapitre II se rapporte aux modalités d'exercice du droit d'accès à l'information publique (articles 11 à 32) ;

Le Chapitre III a trait aux mesures visant la promotion de l'accès à l'information publique et la transparence (articles 33 à 40) ;

Le Chapitre IV détermine les exceptions au droit d'accès à l'information (articles 41 à 47) ;

Le Chapitre V met en place une Commission nationale d'accès à l'information publique et la procédure suivie devant elle (articles 48 à 56) ;

Le Chapitre VI consacre la protection des fournisseurs de l'information (articles 57 et 58) ;

Le Chapitre VII concerne les dispositions pénales (articles 59 à 62) ;

Le Chapitre VIII énonce les dispositions finales (articles 63 et 64).

REPUBLIQUE DU BURUNDI

CABINET DU PRESIDENT

PROJET DE LOI N°1/...DU.../.../ 2026
PORTANT ACCÈS A L'INFORMATION
PUBLIQUE

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution de la République du Burundi ;

Vu la loi organique n° 1/06 du 8 mars 2018 portant révision de la loi n° 1/03 du 24 janvier 2013 portant missions, organisation et fonctionnement du Conseil national de la communication ;

Vu la loi organique n°1/26 du 26 décembre 2023 portant modification de la loi n°1/08 du 17 mars 2005 portant Code de l'organisation et de la compétence judiciaires ;

Vu la loi n°1/021 du 30 décembre 2005 portant protection du droit d'auteur et des droits voisins au Burundi ;

Vu la loi n° 1/12 du 18 avril 2006 portant mesures de prévention et de répression de la corruption et des infractions connexes ;

Vu la loi n°1/13 du 28 juillet 2009 relative à la propriété industrielle au Burundi ;

REPUBURIKA Y' UBURUNDI

IBIRO VY' UMUKURU W'IGIHUGU

INTEGURO Y'IBWIRIZWA INOMERO
1/...RYO KU WA .../.../2026 RITUNGANYA
IVYEREKEYE UBURENGANZIRA
BW'UKURONKA AMAKURU AGENEWE
BOSE

UMUKURU W'IGIHUGU,

Yihweje Ibwirizwa Shingiro rya Repuburika y'Uburundi ;

Yihweje Ibwirizwa ryunganira Ibwirizwa Shingiro inomero 1/06 ryo ku wa 8 Ntwarante 2018 risubiramwo Ibwirizwa inomero 1/03 ryo ku wa 24 Nzero 2013 rishinga imirimo y'Inama nkuru ijejwe ivyerekeye ukumenyesha amakuru, ingene itunganijwe n'ingene ikora ;

Yihweje Ibwirizwa ryunganira Ibwirizwa Shingiro inomero 1/26 ryo ku wa 26 Kigarama 2023 rihindura Ibwirizwa inomero 1/08 ryo ku wa 17 Ntwarante 2005 ryerekeye Igitabu c'amategako aringaniza sentare n'ububasha bwazo ;

Yihweje Ibwirizwa inomero 1/021 ryo ku wa 30 Kigarama 2005 rikingira uburenganzira bw'uwitirirwa igikorwa n'ubundi burenganzira bufitaniye isano n'ubwo mu Burundi ;

Yihweje Ibwirizwa inomero 1/12 ryo ku wa 18 Ndamukiza 2006 rishinga ingingo zikinga n'izihana ibiturire n'ivyaha bijanye ;

Yihweje Ibwirizwa inomero 1/13 ryo ku wa 28 Mukakaro 2009 ryerekeye itunga mvabwenge rigenga ibihingurwa mu Burundi ;

Vu la loi n° 1/21 du 12 juillet 2024 portant modification de la loi n° 1/19 du 14 septembre 2018 portant modification de la loi n° 1/15 du 9 mai 2015 régissant la presse au Burundi ;

Yihweje Ibwirizwa inomero 1/21 ryo ku wa 12 Mukakaro 2024 rihindura Ibiwirizwa inomero 1/19 ryo ku wa 14 Nyakanga 2018 rihindura Ibwirizwa inomero 1/15 ryo ku wa 9 Rusama 2015 rigenga umwuga w'ukumenyeshakurukuru mu Burundi ;

Vu la loi n° 1/03 du 10 mars 2026 portant protection des données à caractère personnel

Yihweje Ibwirizwa inomero 1/03 ryo ku wa 10 Ntwarante 2026, rikinga umwidondoro ugenga umuntu bwite

Le Conseil des Ministres ayant délibéré ;

Inama Nshikiranganji imaze kubica irya n'ino ;

L'Assemblée nationale et le Sénat ayant adopté ;

Inama Nshingamateka n'Inama Nkenguzamateka zimaze kuvyemeza ;

PROMULGUE :

ATANGAJE :

CHAPITRE PREMIER. DES DISPOSITIONS GENERALES

IGICE CA MBERE. INGINGO NGENDERWAKO

Section 1. De l'objet et du champ d'application

Agace ka 1. Intumbero y'iri bwirizwa n'abo ryerekeye

Article 1^{er}

La présente loi régit le droit d'accès aux informations nécessaires à l'exercice ou à la jouissance d'un droit ou d'une liberté fondamentale et qui sont détenues par les organismes publics ou privés.

Ingingo ya mbere

Iri bwirizwa rigenga uburenganzira bw'ukuronka amakuru akenewe mu gukoresha canke mu kugira uburenganzira ngenderwako ku makuru afiswe n'inzego n'ibisata vya Reta canke ivy'abikorera utwabo.

Elle fixe également les modalités d'exercice du droit d'accès à l'information publique en vue de renforcer notamment l'Etat de droit, la transparence, la bonne gouvernance et la redevabilité.

Rirashinga kandi ibikurikizwa mu gukoresha uburenganzira bw'ukuronka amakuru agenewe bese mu ntumbero yo gukomeza canecane Igihugu kiganzwa n'amategako, ugukorera ku mugaragaro, intwari ibereye n'ingendo yo kubazwa ivyo umuntu ajejwe.

Article 2

La présente loi s'applique aux organismes publics et aux organismes privés investis d'une mission de service public.

Ingingo ya 2

Iri bwirizwa rikurikizwa ku nzego n'ibisata vya Reta n'ivy'abikorera utwabo bijejwe umurimo urangurwa ku neza ya bese.

Toutefois, elle s'applique à d'autres organismes de droit privé auxquels une décision judiciaire peut enjoindre, sur

Vyongeye, iri bwirizwa rikurikizwa no ku bindi bisata bigengwa n'amategako y'abikorera utwabo bishobora gutegekwa n'ingingo ya

demande de toute personne intéressée, de fournir des informations nécessaires à la sauvegarde de la vie ou de la liberté des personnes.

Section 2. Des définitions

Article 3

Au sens de la présente loi, on entend par :

accès à l'information, le fait de demander, recevoir, examiner, prendre un échantillon, comprendre, photocopier et d'utiliser l'information aux fins de satisfaire un droit ou une liberté fondamentale conformément à la loi ;

classification, la restriction de communication et d'utilisation des documents ou des informations imposées par le Gouvernement dans l'intérêt de la collectivité publique ; lesdits documents ou informations sont qualifiés de classifiés ;

document, tout support d'information enregistrée, quelle que soit sa nature, sa source, sa date d'établissement ou son statut officiel, qu'il ait été ou non produit par l'organisme qui le détient et qu'il soit ou non classé confidentiel ;

détenteur d'information, un organe public, un organe privé concerné ou un organe privé auquel une demande est adressée ;

information à caractère personnel, toute information ou avis, y compris des informations contenues dans une base de données, véridique ou non, qui révèle ou permet logiquement de déduire l'identité d'un individu ;

information publique, toutes données ou toutes connaissances produites ou reçues,

sentare, bisabwe n'umuntu wese abifisemwo inyungu, gutanga amakuru akenewe kugira hakingirwe ubuzima hamwe n'ukwishira n'ukwizana vy'abantu.

Agace ka 2. Insiguro y'amajambo

Ingingo ya 3

Muri iri bwirizwa, amajambo akurikira asigura uku :

uburenganzira bw'ukuronka amakuru ni uburyo bwo gusaba amakuru, kuyaronka, kuyasuzuma, gutoramwo ayafatirwako akarorero, kuyatahura, gufotora ivyo ariko no kuyakoresha mu ntumbero y'ukwubahiriza uburenganzira canke ukwishira n'ukwizana ngenderwako hisunzwe amategeko ;

ukugumiza amakuru mw'ibanga ni ukubuza gutanga no gukoresha ibibitsweko amakuru canke amakuru bitegetswe na Reta ku neza y'abenegihugu ; ivyo bibitsweko amakuru canke ayo makuru bifatwa ko bigumijwe mw'ibanga ;

ikibitsweko amakuru ni ico cose cashizweko amakuru, uko aba ameze kwose, aho aba avuye hose, igenekerezo yateguriweko canke ingene afatwa, yaba yasohowe canke atasohowe n'urwego rwa Reta canke igisata cayo biyafise kandi akaba ari mu yashizwe canke mu yatashizwe mu yagumizwa mw'ibanga ;

uwufise amakuru ni urwego rwa Reta canke igisata cayo, igisata c'abikorera utwabo vyerekeye canke igisata c'abikorera utwabo gisabwe gutanga amakuru ;

amakuru yerekeye umuntu ubwiwe ni amakuru ayo ari yose canke ibishikirizwa harimwo n'amakuru ari mw'iyegeranirizo ry'ibitororokanywa, yaba ari ay'ukuri canke atari ay'ukuri, yerekana canke afasha kumenya umwidondoro w'umuntu harabwe uko ibintu vyifashe ;

amakuru agenewe bese ni ivyo vyose bitororokanywa canke bizwi n'inzego n'ibisata

dans le cadre de leurs missions, par les organismes publics ou privés, acquises par l'étude ou l'expérience, sous la forme d'écrits, de graphiques ou présentées sur des supports photo, audio, vidéo, audiovisuels ou électroniques ; il s'agit notamment de tous les dossiers, rapports, études, documents d'orientation ou de politiques publiques, comptes rendus, procès-verbaux, statistiques, directives, instructions, circulaires, notes de service et réponses ministérielles qui comportent une interprétation du droit ou une description des procédures administratives, les avis, les prévisions, les décisions, les offres de recrutement et les appels d'offres ;

vya Reta canke ivy'abikorera utwabo, vyaba ivyo vyateguye canke vyahawe mu kurangura imirimo bishinzwe, bikaba vyabironse biciye mu vyigwa canke mw'isuzuma, bikaba vyanditse, bishushaniye canke biri ku bikoreho vyumvisha amajwi, vyerekana amasanamu, ivyumvisha amajwi haboneka n'amasanamu canke ibibitswe mu buhinga bwa none; ivyo na vyo ni amadosiye yose, ivyegeranyo, ivyigwa vyakozwe, inzandiko zitanga intumbero canke iz'imigambi y'igihugu, ivyegeranyo vyerekana ido n'ido ry'ivyakozwe, ivyegeranyo vyerekana incamake y'ivyakozwe, ibiharuro vyatororokanijwe bifatirwako, intumbero, inzandiko z'ibitegerezwa gukurikizwa, inzandiko zijanye n'ivy'akazi n'inyishu zitangwa n'ubushikiranganji butandukanye zirimwo ugusobanura amategekō canke zitomora ibitegerezwa gukurikizwa mu bijanye n'intwari, ibishikirizwa, ibitegekanywa gukorwa, ingingo zifatwa, amatangazo y'ugutanga akazi n'ay'uguhiganirwa amasoko ;

ordre public, l'ensemble des règles obligatoires qui touchent à l'organisation de la nation, à l'économie, à la morale, à la santé, à la sécurité, à la paix publique, aux droits et aux libertés essentielles de chaque individu ;

ibitegerejwe kuri bese ni amategekō yose ategerezwa gukurikizwa yerekeye ugutunganya igihugu, ayerekeye ubutunzi, inyifato ibereye, amagara y'abantu, umutekano, amahoro y'abanyagihugu, uburenganzira hamwe n' ukwishira n' ukwizana nkenyerwa ku muntu uwo ari we wese.

organisme public, une entité établie par la Constitution ou par toute autre loi ou règlement, tout organe utilisant les fonds provenant du budget de l'Etat ou des recettes fiscales conformément à la loi ;

urwego rwa Reta canke igisata cayo ni urwego canke igisata bishingwa hisunzwe ibwirizwa Shingiro canke irindi bwirizwa iryo ari ryo ryose canke itegeko, igisata ico ari co cose gikoresha amafaranga ava mu kigega ca Reta canke mu makori n'amatagisi hisunzwe ibwirizwa;

organisme privé, toute entité de droit privé, dotée de la personnalité juridique qui exerce des activités commerciales, industrielles, sociales, culturelles ou autres, chargée d'une mission de service public ;

igisata c'abikorera utwabo ni igisata cose kigengwa n'amategekō y'abikorera utwabo, cihagararira imbere y'amategekō, kirangura ibikorwa bijanye n'urudandazwa, amahinguriro, imibano, imico kama canke ibindi, kikaba kijejwe umurimo urangurwa ku neza ya bese;

publier, mettre à la disposition sous une forme généralement accessible au public,

gushira ku mugaragaro, ni ugushira amakuru aho uwo ari we wese ashobora kuyaronka

notamment sous une forme écrite, audiovisuelle ou électronique ;

prise d'image, est l'action d'enregistrer une scène visuelle, fixe ou animée, à l'aide d'un dispositif optique tel qu'un appareil photo, une caméra ou un smartphone

en charge de l'information, une personne à laquelle incombent des responsabilités spécifiques en vertu de la présente loi et qui doit être désignée par tout organisme public ou privé ;

réutilisation, l'utilisation par des personnes physiques ou morales de documents détenus par des organismes du secteur public, à des fins commerciales ou non commerciales autres que l'objectif initial de la mission de service public pour lequel les documents ont été produits ; l'échange de documents entre des organismes du secteur public aux seules fins de l'exercice de leur mission de service public ne constitue pas une réutilisation ;

service public, l'ensemble des activités exercées par ou pour le compte de la puissance publique dans le but de satisfaire une demande sociale considérée comme devant être disponible pour tous ;

usager, toute personne physique ou morale ayant recours aux prestations d'un service public ou privé.

Section 3. Des principes généraux

Article 4

Toute personne a le droit d'accéder aux informations détenues par des organismes publics ou privés nécessaires à l'exercice ou à la protection d'un droit.

vyoroshe, biciye nko mu nyandiko, mu kwumvisha amajwi haboneka n'amasanamu canke biciye mu buhinga bwa none;

gufata isanamu, nukufata ishusho yigintu gihagaze canke kigendagenda ukoreshaje ibikoresho vyabigenewe nk'igikoresho gisazwe gifata amasanamu, nk'ifoto, kamera canke terefone ngendanwa

uwujejwe ivyerekeye amakuru ni umuntu abazwa ivyerekeye amakuru hisunzwe iri bwirizwa kandi agategerezwa kugenwa n'urwego rwa Reta canke igisata cayo canke ic'abikorera utwabo ;

ugukoresha ku zindi ntumbero amakuru yabitswe ni ikoresha ry'ibibitsweko amakuru bifiswe n'inzego za Reta canke ibisata vyayo bigakoresha n'abantu canke n'amashirahamwe, ayo makuru agakoresha mu ntumbero y'ukudandaza canke atari iyo kudandaza, itandukanye n'iyo yari agenewe; iyo inzego canke ibisata vya Reta bihanahanye ibibitsweko amakuru mu ntumbero gusa yo kurangura imirimo bishinzwe yerekeye ineza ya bese ntibifatwa ko ari ugukoresha amakuru ku zindi ntumbero;

ibikorwa vyerekeye ineza ya bese ni ibikorwa vyose birangurwa na Reta canke kw'izina ryayo mu ntumbero y'ukuronsa abanyagihugu ivyo bakeneye bifatwa ko ababikenera bese bategerezwa kubironka;

uwukenera amakuru ni umuntu wese canke ishirahamwe ryose akenera ibirangurwa n'ishirahamwe rya Reta canke iry'abikorera utwabo.

Agace ka 3. Ingingo nshimikiro

Ingingo ya 4

Umuntu wese arafise uburenganzira bwo kuronka amakuru afiswe n'inzego canke ibisata vya Reta canke ivy'abikorera utwabo akenewe mu gukoresha canke mu gukingira uburenganzira.

Article 5

Toute personne a le droit d'accéder facilement aux informations détenues par des organismes publics ou privés lorsqu'elles peuvent favoriser l'exercice ou la protection de tous droits ou libertés fondamentales.

Article 6

Lorsqu'ils décident de communiquer ou non des informations à une personne qui en demande l'accès, les détenteurs doivent toujours partir d'une présomption d'obligation de divulgation afin de promouvoir une culture de l'ouverture fondée sur le droit du public à savoir.

Article 7

Les organismes publics et les organismes privés investis d'une mission de service public sont tenus de produire des informations opportunes et de qualité et de les rendre disponibles de manière proactive afin que toute personne puisse y accéder facilement.

Article 8

Les demandes d'information sont traitées rapidement et équitablement. Les refus peuvent faire l'objet d'un recours interne et, le cas échéant, auprès d'un organe indépendant prévu par la présente loi.

Les procédures de recours et d'examen des plaintes doivent permettre au requérant de soulever des questions concernant les décisions de publication et d'accès rendues par des entités publiques et privées concernées.

Des procédures simples et claires doivent être établies pour guider les organismes publics et les organismes privés investis d'une mission de service public dans le traitement des demandes et la manière dont toute personne peut accéder à l'information.

Ingingo ya 5

Umuntu wese arafise uburenganzira bwo kuronka vyoroshe amakuru afiswe n'inzego canke ibisata vya Reta canke ivy'abikorera utwabo mu gihe ashobora gufasha mu gukoresha canke mu gukingira uburenganzira canke ukwishira n'ukwizana ngenderwako.

Ingingo ya 6

Mu gihe abafise amakuru bafashe ingingo yo kuyaha canke kutayaha umuntu yayasavye, bategerezwa imisi yose gufata ko ari itegeko gutanga amakuru mu ntumbero yo guteza imbere umuco w'ukutigungana amakuru ushingiyeye ku burenganzira bw'umunyagihugu wese bwo kumenya amakuru.

Ingingo ya 7

Inzego canke ibisata vya Reta n'ivy'abikorera utwabo vyishinze kurangura umurimo werekeye ineza ya bese bitegerezwa gutunganya amakuru agezweho kandi y'akanovera, no kuyamana kugira abenegihugu bashobore kuyaronka biboroheye.

Ingingo ya 8

Abasaba amakuru bategerezwa gutunganirizwa ningoga kandi ata karenganyo. Abatahawe ayo makuru barashobora gusubirishamwo aho nyene ingingo yafashwe, iyo bikenewe, bakungururiza mu rwego rwigenga rusanze rutegekanijwe n'iri bwirizwa.

Ibikurikizwa mu gusubirishamwo ingingo no mu kwihweza ibirego bitegerezwa gutuma uwungururije ashobora gushikiriza ibibazo bijanye n'ingingo z'ukumenyesha n'iz'ukuronka amakuru zafashwe n'inzego canke ibisata vya Reta hamwe n'ivy'abikorera utwabo vyerekeye.

Hategerezwa gushirwaho uburyo bworoshe kandi butomoye bwo gukurikiza kugira bufashe inzego canke ibisata vya Reta n'ivy'abikorera utwabo bijejwe umurimo urangurwa ku neza ya bese mu kwiga amadosiye y'abasavye amakuru hamwe n'uburyo abenegihugu bashobora kuyaronka.

Article 9

Des mesures de promotion doivent être prises pour lutter contre la culture du secret et faire en sorte que le public soit conscient du droit à l'information.

Les détenteurs de l'information doivent comprendre que l'ouverture n'est pas seulement une obligation, mais un droit fondamental de l'homme.

Article 10

Le droit d'accès à l'information n'est limité que par des dispositions expressément prévues par la loi. L'intérêt général est pris en compte lors de la détermination des limitations.

Les exemptions doivent être clairement définies et la rétention d'informations n'est autorisée que si l'organe peut démontrer qu'il y aurait un préjudice important si l'information venait à être publiée et s'il est clairement démontré que l'intérêt général bénéficierait plus de la rétention de l'information que de sa divulgation.

**CHAPITRE II. DES MODALITES
D'EXERCICE DU DROIT
D'ACCES A L'INFORMATION
PUBLIQUE**

Section 1. De la demande d'information**Article 11**

Toute personne déposant une requête auprès d'un organisme public ou privé en vue d'obtenir des informations est en droit, sous réserve des dispositions prévues par la présente loi, d'être informée sur la disponibilité desdites informations et d'y accéder.

Ingingo ya 9

Ingingo zerekeye uguteza imbere ibijanye n'ugutanga amakuru zitegerezwa gufatwa mu ntumbero yo kurwanya ingendo yo kugira amakuru ibanga no gukora ku buryo abanyagihugu batahura uburenganzira bwo kuronka amakuru.

Abafise amakuru bategerezwa gutahura ko gutanga amakuru atari itegeko gusa, ariko kandi ari n'uburenganzira ngenderwako bwa kiremwa muntu.

Ingingo ya 10

Uburenganzira bwo kuronka amakuru bugabanywa gusa n'ingingo zitegekanywa n'ibwirizwa mu buryo butomoye. Mu gutomora ingene bugabanywa hisungwa ineza ya bose.

Amakuru atarekuwe gutangwa ategerezwa gutomorwa neza kandi areka gutangwa gusa iyo urwo rwego canke igisata vyerekanye ko hoba agahombo kanini igihe ayo makuru yomenyekana kandi iyo herekanywe ko ukudatanga ayo makuru ariho ineza ya bose yoba ishizwe imbere kuruta ukuyatanga

**IGICE CA II. IBIKURIKIZWA MU
GUKORESHA
UBURENGANZIRA
BW'UKURONKA AMAKURU
AGENEWE BOSE**

Agace ka 1. Ibijanye n'ugusaba amakuru**Ingingo ya 11**

Umuntu wese ashikirije urwandiko asaba amakuru urwego rwa Reta canke igisata cayo canke ic'abikorera utwabo, aba afise uburenganzira, hatirengangijwe ingingo zitegekanyijwe n'iri bwirizwa, bw'ukumenyeshwa ko ayo makuru ahari no kuyaronka.

Article 12

La demande d'information est présentée à l'organisme public ou privé sous forme écrite, orale ou par tout autre moyen de communication.

La demande écrite est adressée au responsable de l'organisme. Elle doit être rédigée en termes précis pour permettre au détenteur de l'information de déterminer sans difficultés si l'organisme détient ou non un document contenant l'information requise.

La demande doit notamment :

- 1° Fournir, dans les limites du raisonnable, les renseignements voulus pour permettre au responsable de l'information d'identifier l'information demandée ;
- 2° Inclure, lorsque le demandeur estime que l'information est nécessaire pour préserver la vie ou la liberté d'une personne, une déclaration solennelle en ce sens indiquant les fondements de cette opinion ;
- 3° Indiquer, lorsqu'elle s'adresse à une autre entité privée, en quoi l'information demandée est de nature à favoriser l'exercice ou la protection d'un droit ;
- 4° Indiquer les préférences du demandeur quant à la forme et à la langue dans lesquelles l'information demandée doit être mise à disposition ;
- 5° Inclure, lorsqu'elle est présentée au nom d'un tiers, la procuration l'autorisant.

Article 13

Lorsqu'un requérant n'est pas en mesure d'exprimer sa requête par écrit en raison de

Ingingo ya 12

Amakuru asabwa urwego rwa Reta canke igisata cayo canke ic'abikorera utwabo biciye mu rwandiko canke ku munwa canke hakoreshejwe ubundi buryo ubwo ari bwo bwose bw'uguhanahana amakuru.

Urwandiko rurungikiwa uwujwe urwego canke igisata. Rutegerezwa kwandikwa mu majambo atomoye mu ntumbero yo kworohereza uwuyafise kumenya neza ata ngorane ko afise canke adafise ikibitsweko ayo makuru.

Mu rwandiko rusaba amakuru hategerezwa canecane :

- 1° Gutangwa, mu bishoboka, ibikenewe kumenyeshwa kugira bitume uwujwe gutanga amakuru ashobora kumenya neza amakuru yasabwe ;
- 2° Kubamwo, mu gihe uwusaba ayo makuru abona ko akenewe mu gukingira ubuzima canke ukwishira n'ukwizana vya kiremwa muntu, icerekana ishingiro ry'ico cyumviro ;
- 3° Kwerekana, mu gihe asabwa ikindi gisata c'abikorera utwabo, ico ayo makuru yasabwe afasha mu kworohereza ibijanye n'ugukoresha canke ugukingira uburenganzira ;
- 4° Kwerekana neza ivyo uwusaba amakuru akeneye haba mu bijanye n'uburyo ashaka ko bayamushikirizamwo hamwe n'ururimi yoyahabwamwo ;
- 5° Kubamwo urupapuro rumuha uburenganzira, mu gihe uwusaba amakuru aba abikoze kw'izina ry'uwundi.

Ingingo ya 13

Mu gihe uwusaba amakuru adashoboye kuyasaba abicishije mu rwandiko bitumwe

l'analphabétisme, d'un handicap ou de l'urgence conformément au prescrit de l'article 12, la demande orale ou par d'autres moyens suffit.

n'uko atazi gusoma n'ukwandika, afise ubumuga canke kubera vyihuta, nk'uko bitegekanijwe mu ngingo ya 12, ukubisaba ku munwa canke mu bundi buryo birahagije, uwufise ayo makuru nawe ategerezwa gukora ibishoboka vyose mu ntumbero y'ukumworohera kuyaronka.

Dans ce cas, le détenteur de l'information doit prendre des dispositions pour aider le requérant à formaliser la demande et faciliter l'accès à l'information.

Muri icyo gihe, uwusabwa amakuru ategerezwa gukora ibishoboka kugira afashe uwuyasaba gushira mu nyandiko ivyo asaba no kumworohera kuyaronka.

Article 14

En cas de demande écrite, le requérant peut indiquer la préférence par laquelle il veut obtenir l'information publique dans les limites possibles de l'organisme sollicité.

Ingingo ya 14

Ku wusaba amakuru agenewe bese abicishije mu rwandiko, arashobora kuvuga uburyo yipfuzwa kuyashikirizwamwo hisunzwe uburyo urwego canke igisata bifise.

Le requérant peut demander :

Uwusaba amakuru ashobora gusaba :

- 1° Une copie conforme du document dans sa forme habituelle ou dans une autre forme ;
- 1° Ikopi isa n'iy'imvaho y'ikibitsweko amakuru mu buryo gisanzwe kimeze canke mu bundi buryo ;
- 2° La possibilité de consulter le document sur place, si nécessaire, en utilisant le matériel normalement disponible dans cet organisme sauf si la préservation du document ne le permet pas ;
- 2° Ko yorabira aho nyene ikibitsweko amakuru, iyo bikenewe, hagakoreshwa ibikoresho urwo rwego canke igisata bisanzwe bifise kiretse iyo bidashoboka ku mvo zo gukingira ikibitsweko amakuru ;
- 3° La possibilité de reproduire le document, en utilisant son propre matériel, sous réserve que la reproduction ne nuise pas à la conservation du document ;
- 3° Ko amakuru yokwimurirwa ku gikoresho ciwe, ariko ntibitume icyo avuyeko cononekara ;
- 4° Une transcription écrite des mots contenus sous une forme sonore ou visuelle ;
- 4° Ko handikwa amajambo yumvikana mu buryo bw'amajwi canke yerekanwa mu masanamu ;
- 5° Une transcription du contenu du document, sous forme imprimée, sonore ou visuelle, dans le cas où une telle transcription peut être obtenue en utilisant le matériel normalement disponible dans cet organisme ;
- 5° Ko himurwa amakuru asanzwe abitswe, ku mpapuro, mu majwi canke mu masanamu mu gihe ashobora kwimurwa hakoreshejwe ibikoresho bisanzwe biri muri urwo rwego canke icyo gisata ;

6° Une transcription de l'information prise en dactylographie ou sous une autre forme codée ;

7° Un courrier électronique lorsque le document est disponible sous forme électronique.

6° Kwimura amakuru asanzwe yanditswe n'imashini canke ayari mu bundi buryo bupfinditse ;

7° Kuyarungikirwa biciye mu buhinga bwa none mu gihe ayo makuru asanzwe abitswe muri ubwo buhinga.

Article 15

Lorsque l'organisme n'accède pas aux préférences du requérant et qu'il trouve qu'il n'est pas raisonnablement possible de se conformer à toutes les préférences exprimées et qu'il n'y a pas d'autre possibilité de le faire, il propose au demandeur l'information dans la forme où elle se trouve.

Article 16

Aucune circonstance n'oblige l'organisme à accéder aux préférences du requérant si le coût d'accès à l'information dépasse le coût d'accès habituellement raisonnable.

Toutefois, l'organisme informe le requérant sur les coûts réels pour satisfaire à sa requête.

Article 17

Aucune circonstance n'oblige l'organisme à accéder aux demandes intempestives d'un même requérant si l'organisme a déjà accédé à une demande, sauf si un délai raisonnable s'est écoulé entre la demande précédente et la demande en cours.

Article 18

Lorsque deux ou plusieurs demandes d'informations parviennent à la fois à l'organisme alors qu'il n'a pas les moyens de les satisfaire toutes en une fois, il les traite dans l'ordre d'arrivée et en informe les requérants.

Article 19

Un organisme public ou privé peut prescrire un formulaire pour les demandes d'informations, à condition que le formulaire ne retarde pas de manière abusive les

Ingingo ya 15

Mu gihe urwego canke igisata bidashoboye gutanga amakuru mu buryo uwuyasaba ayipfuzamwo kandi bisanze bitahurika ko bidashoboka ko bimutunganiriza mu vyo yasavye vyose kandi ko ata bundi buryo bushoboka bwo kubimukorera, bica biyamuha mu buryo ayo makuru asanzwe abitswemwo.

Ingingo ya 16

Nta kintu na kimwe gitegeka urwego canke igisata kuronsa amakuru uwayasavye mu buryo yipfuzwa mu gihe ikiguzi c'ukuyatanga kirengeye ikiguzi kibereye gisanzwe gikurikizwa.

Ariko, urwego canke igisata biramenyesha uwasavye amakuru ibiguzi nyezina kugira bimuronse amakuru yasavye.

Ingingo ya 17

Nta kintu na kimwe gitegeka urwego canke igisata kuronsa amakuru uwuguma ayasaba agasakisaki iyo urwego canke igisata vyari bimaze kuyamuha kiretse iyo haciye ikiringo kibereye hagati y'aho yaherukira kuyasaba n'aho asubiriye kuyasabira.

Ingingo ya 18

Mu gihe abantu babiri canke barenga basabiye rimwe amakuru urwego canke igisata kandi ata buryo bukwiye bifise bwo kubatunganiriza bose icarimwe, urwo rwego canke igisata bica bikurikiza urutonde rw'ingene bagiye barakurikirana mu kuyasaba kandi bigaca bibibamenyesha.

Ingingo ya 19

Urwego rwa Reta canke igisata cayo canke ic'abikorera utwabo birashobora gutegekanya urwandiko rwuzuzwa mu gusaba amakuru, ku buryo urwo rwandiko rudacereza ata mvo

requêtes ou ne constitue pas une difficulté supplémentaire pour les requérants.

Article 20

Tout organisme public ou privé qui reçoit une demande d'information est tenu de fournir au requérant un récépissé qui atteste du dépôt de cette demande.

Article 21

Les administrations qui produisent ou détiennent des informations publiques tiennent à la disposition des usagers un répertoire des principaux documents dans lesquels figurent les informations.

Article 22

L'autorité en charge d'un organisme public ou privé disposant des documents susceptibles de réutilisation a l'obligation de les publier dans le but de permettre l'accès à l'information dans les mêmes conditions.

Section 2. Des délais pour répondre aux demandes

Article 23

Lorsque l'agent en charge de l'information reçoit une demande, il indique si l'organisme public ou privé détient l'information.

Dans le cas contraire, lorsque l'agent connaît un autre organisme public ou privé qui détient l'information, il en informe le requérant.

Article 24

Sous réserve des dispositions de l'article 23, un organisme public ou privé donne une réponse sans délai à une demande d'information en vertu des articles 4 et 5, et dans tous les cas, dans les quinze jours suivant la réception de la demande.

Toutefois, si la demande se rapporte à une information qui paraît raisonnablement

zibitumye abasaba amakuru canke ngo rubatere izindi ngorane.

Ingingo ya 20

Urwego rwa Reta canke igisata cayo canke ic'abikorera utwabo bisabwe gutanga amakuru bitegerezwa guha uwuyasaba urwandiko rwemeza ko yasavye ayo makuru.

Ingingo ya 21

Ibisata vy'intwari bitegura canke bifise amakuru agenewe bese birashikiriza abayakenera urutonde rw'ibibitsweko ayo makuru bikurubikuru.

Ingingo ya 22

Uwujijwe urwego rwa Reta canke igisata cayo canke ic'abikorera utwabo bifise ibibitsweko amakuru bishobora gukoreshwa ku zindi ntumbero ategerezwa kubishira ku mugaragaro ku buryo abayasaba bayaronka mu buryo bumwe.

Agace ka 2. Ibiringo bitegerekijwe mu kwishura abasaba amakuru

Ingingo ya 23

Mu gihe umukozi ajejwe ivyerekeye amakuru yakiriye urwandiko rusaba amakuru, aramenyesha ko urwego rwa Reta canke igisata cayo canke ic'abikorera utwabo akorera bifise ayo makuru.

Iyo bitayafise, uwo mukozi akaba azi urundi rwego rwa Reta canke igisata cayo canke ic'abikorera utwabo bifise ayo makuru, arabimenyesha nyene kuyasaba.

Ingingo ya 24

Hatirengagijwe ibitegerekijwe mu ingingo ya 23, urwego rwa Reta canke igisata cayo canke ic'abikorera utwabo birashura bidatweye uwasavye amakuru hisunzwe ingingo ya 4 n'ya 5, kandi uko biri kwose, ntibirenze imisi icumi n'itanu iharurwa kuva umusi vyasabiweko amakuru.

Ariko, iyo hasabwe amakuru bigaragara ko akenewe mu ntumbero yo gukingira ubuzima

nécessaire pour préserver la vie ou la liberté d'une personne, le responsable de l'information doit, dans les 48 heures du dépôt de la demande, statuer sur la demande.

Article 25

Le détenteur de l'information peut proroger le délai de réponse prévu à l'article 23 une seule fois et pour une durée maximum de 15 jours, dans les cas ci-après :

- 1° Lorsque la demande d'accès concerne un grand nombre d'informations ou requiert des recherches approfondies et que le respect du délai habituel entraverait de manière déraisonnable le travail du responsable de l'information ;
- 2° Lorsque la demande d'accès exige qu'il soit procédé à des consultations qui ne peuvent raisonnablement être menées dans le délai de 15 jours.

La décision de proroger le délai prise en vertu de l'alinéa précédent est notifiée au demandeur par écrit et au plus tard dans les 15 jours suivant la réception de la demande d'accès à l'information.

La notification informe le demandeur :

- 1° Du nouveau délai ;
- 2° Des motifs valables de la prorogation fondés sur les dispositions pertinentes de la présente loi ;
- 3° De ce qu'il lui est loisible de demander le réexamen de la décision de prorogation.

Article 26

La réponse donnée à une demande d'information détenue par un organisme public ou privé est notifiée par écrit et précise :

canke ukwishira n'ukwizana vya kiremwa muntu, uwujewe ivyerekeye amakuru ategerezwa, mu masaha mirongo ine n'umunani aharurwa kuva amakuru asabwe, kugira icyo abivuzeko.

Ingingo ya 25

Uwufise amakuru arashobora kwongereza incuro imwe gusa ikiringo c'ugutangirako inyishu gitegekanijwe mu ngingo ya 23 kandi icyo kiringo ntikirenze imisi 15, mu bihe bikurikira :

- 1° Mu gihe hasabwe amakuru menshi canke hakenewe amatohoza yimbitse kandi mu gihe bikozwe mu kiringo gisanzwe gikurikizwa vyobera intambamyi bimwe birenze urugero imirimo y'uwujewe ivyerekeye amakuru ;
- 2° Mu gihe amakuru yasabwe atangwa ari uko habanje kuba ukuvugana n'abo vyega bikaba bigaragara ko bitoshobora kugirwa mu kiringo c'imisi 15.

Ingingo yo kwongereza ikiringo ifashwe hisunzwe agahimba gahejeje kuvugwa iramenyeshwa uwasavye amakuru biciye mu rwandiko kandi ntibirenze imisi icumi n'itanu iharurwa kuva umusi urwandiko rusaba amakuru rwakiririweko.

Urwandiko rumenyeshya uwasavye amakuru ibi bikurikira :

- 1° Ikiringo gishasha;
- 2° Imvo zumvikana z'ukwongereza ikiringo zishingiye ku ngingo zivyerekeye z'iri bwirizwa;
- 3° Ko afise uburenganzira bwo gusaba ko hasubirwamwo ingingo y'ukwongereza ikiringo.

Ingingo ya 26

Inyishu itangwa ku makuru yasabwe afiswe n'urwego rwa Reta canke igisata cayo canke icyabikorera utwabo imenyeshwa biciye mu rwandiko kandi igatomora ibi bikurikira:

- 1° Le cas échéant, les frais applicables à la demande et la forme dans laquelle l'information va être communiquée ;
- 1° Igihe bikenewe, amafaranga bisaba n'uburyo amakuru azatangwamwo;
- 2° Les raisons réelles du refus de la demande.
- 2° Imvo z'ukuri zatumye amakuru adatangwa.

Section 3. De la mise à disposition de l'information demandée

Agace ka 3. Ugushikiriza amakuru yasabwe

Article 27

Lorsqu'une demande indique une préférence quant à la forme sous laquelle l'information doit être mise à disposition, l'organisme sollicité doit, sous réserve des dispositions de l'alinéa 2, la respecter.

En cas d'impossibilité de communiquer les informations demandées par les moyens préférés par le requérant, l'organisme doit le justifier et proposer une forme de communication de l'information autre que celle demandée.

Article 28

Lorsqu'une information existe dans plusieurs langues, elle est mise à la disposition du demandeur dans la langue de son choix.

Toutefois, si le demandeur choisit une langue officielle autre que celle dans laquelle l'information existe, il est tenu de supporter les frais nécessités par la traduction.

Article 29

Un organisme public ou privé qui reçoit, en vertu des articles 4 et 5, une demande ayant trait à des informations qui ne sont contenues dans aucun document détenu par l'organisme, est tenu de notifier au requérant qu'il ne possède pas l'information.

Ingingo ya 27

Mu gihe urwandiko rwo gusaba amakuru rutomora uburyo atangwamwo, urwego canke igisata vyayasabwe bitegerezwa kwubahiriza ivyasabwe, hatirengagijwe ibitegekanijwe mu gahimba ka 2 k'iyi ingingo.

Mu gihe bidashobotse ko amakuru atangwa mu buryo uwuyasaba yipfuzwa, urwego canke igisata bitegerezwa kubitangira imvo kandi bikamenyesha uwayasavye ubundi buryo yoyashikirizwamwo.

Ingingo ya 28

Mu gihe amakuru ari mu ndimi zitandukanye, uwuyasaba ayahabwa mu rurimi yihitiyemwo.

Ariko, igihe uwusaba amakuru ahisemwo ururimi rukoresha mu ntwaro atari urwo ayo makuru abitswemwo, ategerezwa gutanga amafaranga asabwa kugira ahindurwe mu rurimi ashaka.

Ingingo ya 29

Urwego rwa Reta canke igisata cayo canke ic'abikorera utwabo bisabwe, hisunzwe ingingo ya 4 n'iya 5, amakuru ata na hamwe ari ku bibikwako amakuru bifise, bitegerezwa guca bimenyesha uwuyasaba ko atayo bifise.

Section 4. Des conditions de reproduction et de réutilisation des informations

Article 30

Sans préjudice des dispositions pertinentes, les conditions de réutilisation des informations publiques et de reproduction sont communiquées par les organismes publics ou privés qui ont produit ou détiennent lesdites informations.

Article 31

Les coûts raisonnables de reproduction sont à charge du requérant et les tarifs doivent être affichés et accessibles.

Article 32

Toute condition applicable en matière de réutilisation des documents est non discriminatoire.

Les contrats et les accords conclus entre les organismes publics ou privés détenteurs des documents et les tiers n'accordent pas de droit d'exclusivité.

Agace ka 4. Ibisabwa mu kwimura amakuru no mu kuyakoresha ku zindi ntumbero

Ingingo ya 30

Hatirengagijwe ingingo zivyerekeye, ibisabwa mu gukoresha ku zindi ntumbero amakuru agenewe bese no mu kuyimura bimenyeshwa n'inzego za Reta canke ibisata vyayo canke ivy'abikorera utwabo vyayateguye canke biyafise.

Ingingo ya 31

Amafaranga agereranye akenerwa mu kwimura amakuru akuwe ku co abitsweko atangwa n'uwasavye amakuru kandi ibiciro bitegerezwa kumanikwa bikongera bigashirwa aho ababikenera bese bashobora kubibona.

Ingingo ya 32

Igisabwa cose mu bijanye n'ugukoresha amakuru ku zindi ntumbero ntawe gikumira.

Amasezerano agirwa hagati y'inzego za Reta canke ibisata vyayo canke ivy'abikorera utwabo bifise ayo makuru n'abandi bantu nta we aha uburenganzira bwo kwihariza ikoresha ry'amakuru ku zindi ntumbero.

CHAPITRE III. DES MESURES VISANT LA PROMOTION DE L'ACCES A L'INFORMATION PUBLIQUE

IGICE CA III. INGINGO Z'UGUTEZA IMBERE IBIJANYE N'UKURONKA AMAKURU AGENEWE BOSE

Section 1. Du guide d'information

Agace ka 1. Igitabu ndongozi c'ibikenewe kumenywa

Article 33

Chaque organisme public ou privé ayant une mission d'intérêt public doit disposer dans chaque langue officielle d'un guide clair, simple et accessible contenant des informations pratiques pour faciliter l'exercice effectif des droits contenus dans la présente loi.

Ingingo ya 33

Urwego rwose rwa Reta canke igisata cayo canke ic'abikorera utwabo birangura umurimo werekeye ineza ya bese bitegerezwa kuba bifise, mu rurimi rumwerumwe rwose mu zikoreshwa mu ntwaro, igitabu ndongozi canditswe mu buryo butomoye, coroshe gukoresha kandi bese bashobora kuronka kimwo ibikurikizwa kugira vyorohere abantu gukoresha uburenganzira bwabo butegekanijwe muri iri bwirizwa.

Article 34

Le guide mentionné à l'article 33 est régulièrement mis à jour.

Ingingo ya 34

Igitabu ndongozi kivugwa mu ngingo ya 33 kija kirashirwa ku gihe.

Section 2. Du responsable en charge de l'information**Agace ka 2. Uwujewe ivyerekeye amakuru****Article 35**

Chaque organisme public ou privé désigne un responsable en charge de l'information ayant les compétences et les qualités nécessaires pour exercer les pouvoirs et s'acquitter des fonctions ainsi que des responsabilités prévues par la présente loi.

Ingingo ya 35

Urwego rwose rwa Reta canke igisata cayo canke ic'abikorera utwabo biragena uwujewe ivyerekeye amakuru afise ubushobozi n'inyifato bibereye kugira akoreshe ububasha afise yongere arangure amabanga ajejwe hamwe n'ivyo abazwa bitegekanijwe n'iri bwirizwa.

Le responsable doit notamment :

Uwujewe ivyerekeye amakuru ategerezwa kurangura nk'ibi bikurikira:

1° Traiter les demandes d'accès à l'information ;

1° Guca irya n'ino inzandiko zisaba amakuru;

2° Fournir les informations demandées ;

2° Gutanga amakuru yasabwe ;

3° Apporter l'assistance nécessaire au demandeur, le cas échéant, dans l'établissement de sa demande ;

3° Gufasha uwusaba amakuru muri ivyo vyose akenera, n'igihe bikenewe, mu gutegura urwandiko ruyasaba ;

4° Proposer une stratégie de promotion des pratiques les plus élevées en matière de création, stockage, organisation, conservation et de mise à disposition des informations.

4° Gushikiriza uburyo burashe bwo gukoresha ubuhinga buhanitse mu vyerekeye ugutegura amakuru, ukuyegeranya, ukuyatunganya, ukuyashingura n'ukuyaha abayakeneye.

Article 36

Chaque organisme public ou privé s'assure que le public bénéficie d'un accès facile à l'information par la connaissance du nom, de la fonction et des coordonnées du responsable en charge de l'information.

Ingingo ya 36

Urwego rwose rwa Reta canke igisata cayo canke ic'abikorera utwabo biritwarika ko abanyagihugu baronka amakuru vyoroshe mu kubamenyesha izina ry'uwujewe ivyerekeye amakuru, umurimo ashinzwe n'ingene abamukenera bashobora kumuronka.

Section 3. De l'obligation de publication proactive**Agace ka 3. Ugutegerezwa gushira ku mugaragaro amakuru imbere yuko bisabwa****Article 37**

Tout organisme public ou privé publie, de son initiative, les informations qu'il détient dans les 30 jours calendaires de leur création ou de leur réception.

Ingingo ya 37

Urwego rwose rwa Reta canke igisata cayo canke ic'abikorera utwabo birashira ku mugaragaro, bivyibwirije, amakuru bifise mu

misi mirongo itatu ikurikirana kuva biyateguye canke biyaronse.

Article 38

Tout organisme public ou privé rend accessibles aux usagers les informations qui émanent de lui ou le concernant.

Il s'agit notamment :

1° Des rapports, des études, des documents d'orientation ou de politiques publiques, des comptes rendus, des procès-verbaux, des statistiques, des directives, des instructions, des circulaires; des notes de service et des réponses qui comportent une interprétation du droit ou une description des procédures administratives, des avis, des prévisions budgétaires, des décisions, des offres de recrutement, des appels d'offres et des résultats des appels d'offres ;

2° Des documents relatifs au processus d'élaboration et d'exécution du budget de l'Etat notamment la lettre de cadrage budgétaire, les rapports préalables au projet, le budget de l'exécutif, le budget adopté, les rapports en cours de l'exercice budgétaire, la revue du milieu de l'exercice, les rapports de fin d'exercice et les rapports d'audit ;

Ingingo ya 38

Urwego rwose rwa Reta canke igisata cayo canke ic'abikorera utwabo birorohereza abakenera kuronka amakuru vyateguye canke ayavyerekeye.

Ayo makuru yerekeye nk'ibi bikurikira:

1° Ivyegeranyo vy'uko ibintu bimeze, ivyigwa, inzandiko zitanga intumbero canke iz'imigambi y'igihugu, ivyegeranyo vyerekana ido n'ido ry'ivyakozwe, ivyegeranyo vyerekana incamake y'ivyakozwe, ibiharuro bitororokanywa bifatirwako, intumbero zisungwa, inzandiko z'ibitegerezwa gukurikizwa, inzandiko zijanye n'ivy'akazi n'inyishu zirimwo insobanuro y'amategeko canke zitomora ibikurikizwa mu bijanye n'intwari, ivyiyumviro vyatanzwe, amafaranga ategukanywa gukoreshwa, ingingo zifatwa, amatangazo y'ugutanga akazi, ay'uguhiganirwa amasoko hamwe n'ivyavuye mu matangazo y'uguhiganirwa amasoko ;

2° Inzandiko zijanye n'intambwe zikurikizwa mu gutegura no mu gukoresha amafaranga ategukanywa gukoreshwa na Reta, nk'urwandiko rwerekana ingene amafaranga ategukanywe azokoresheya, ivyegeranyo bitegurwa imbere y'integuro y'amafaranga, amafaranga ategukanywe gukoreshwa n'urwego nshingwabikorwa rwa Reta, amafaranga ategukanywa gukoreshwa yemejwe, ivyegeranyo bigirwa umwaka amafaranga ategukanywa gukoreshwamwo utararangira, urwandiko rw'isuzuma ry'ikoreshwa ry'amafaranga hagati mu mwaka, ivyegeranyo bisozera umwaka amafaranga yategukanywe yakoreshejwemwo hamwe n'ivyegeranyo vy'amasuzuma yabaye;

- 3° De la description de la structure, des missions, des obligations et du financement dudit organisme ;
 - 4° Des informations détaillées concernant tous les services que ledit organisme fournit aux usagers ;
 - 5° De tout mécanisme spécifique de demande ou de plainte à la disposition des usagers concernant les actions de l'organisme ou le non-respect par ledit organisme de ses obligations ;
 - 6° Du résumé des demandes, des plaintes et d'autres recours directs déposés par des usagers ainsi que la réponse fournie par l'organisme ;
 - 7° D'un guide simple contenant des informations nécessaires concernant leur système de conservation de données, les types et les formes d'informations qu'il détient, les catégories d'informations qu'il publie et la procédure à suivre pour adresser une demande d'information ;
 - 8° De toutes les dispositions, des orientations politiques, des règles, des guides ou des manuels concernant la manière dont l'organisme s'acquitte de ses missions ;
 - 9° Du contenu de toutes ses décisions ou de ses orientations politiques qui ont un effet sur les citoyens, de même que les raisons de ces choix et toute interprétation autorisée sur ces décisions ainsi que toute information importante concernant le contexte ;
 - 10° De tout mécanisme ou de toute procédure par le biais desquels les citoyens peuvent faire des observations ou peuvent d'une manière ou d'une autre influencer la formulation des orientations politiques ou l'exercice des pouvoirs de l'organisme ;
- 3° Ido n'ido ry'ingene urwego canke igisata biringanijwe, ry'imirimo yavyo, ry'ivyo bitegerejwe n'iry'amafaranga bikoresha;
 - 4° Ido n'ido ry'amakuru yerekeye ivyo vyose urwego canke igisata birangurira abakenera amakuru;
 - 5° Uburyo bwose bwihariye bw'ugusaba amakuru canke bw'ugushikiriza ibirego bwategekanirijwe abakenera amakuru ku bijanye n'ibikorwa canke n'ukutubahiriza ivyo urwo rwego canke ico gisata bitegerejwe;
 - 6° Incamake y'ivyasabwe, y'ibirego hamwe n'ibindi birego vyo gusubirishamwo ingingo vyashikirijwe n'abakenera amakuru hamwe n'inyishu urwego canke igisata vyatanze;
 - 7° Igitabu ndongozi coroshe gukoresha kirimwo amakuru akenewe ajanye n'ubuhinga bw'ukubika ivyatororokanijwe, ubwoko bw'amakuru bifise n'ingene ameze, amakuru bishira ku mugaragaro ayo ari yo hamwe n'ibikurikizwa mu gusaba amakuru;
 - 8° Ibitegekanywa vyose, intumbero za poritike, ibikurikizwa, ibitabu ndongozi canke ibitabu vyerekana ingene urwego canke igisata birangura imirimo bijejwe;
 - 9° Ibiri mu ngingo zose zafashwe n'urwego canke igisata canke intumbero za poritike bifise ingaruka ku benegihugu, co kimwe n'imvo zatumye bihitamwo iyo ntumbero hamwe n'insiguro yose yemewe yerekeye izo ngingo hamwe n'ayandi makuru yose akenewe ajanye n'ivyo;
 - 10° Uburyo bwose canke ibikurikizwa abenegihugu bashobora gukoresha kugira bagire ico baterereye canke bashobore, mu buryo ubu canke ubundi, kugira uruhara mw'ishirwaho ry'intumbero za poritike canke mw'ikoresha ry'ububasha bw'urwo rwego canke igisata;

11° Des noms, des coordonnées et d'autres informations pertinentes concernant le responsable de l'information de l'organisme public ou privé concerné ;

12° Des règlements et des manuels détenus par l'organisme public ou privé concerné ou utilisés par ses employés pour l'exercice de leurs fonctions ;

13° Des informations sur les programmes de l'Etat, y compris les indicateurs de performance.

11° Amazina y'uwujewe ivyerekeye amakuru y'urwego rwa Reta canke igisata cayo canke ic'abikorera utwabo vyerekeye, ingene abamukeneye bashobora kumuronda hamwe n'ayandi makuru yose akenewe amwerekeye;

12° Amategako n'ibitabu bifiswe n'urwego rwa Reta canke igisata cayo canke ic'abikorera utwabo biraba canke bikoroshwa n'abakozi baryo mu kurangura imirimo bajejwe;

13° Amakuru ajanye n'indinganizo z'imigambi ya Reta, harimwo n'ivyerekana ingene umwimbu ushikwako.

Section 4. De l'obligation de créer, d'organiser et de conserver les informations

Agace ka 4. Ugutegerezwa gutegura, gutunganya no gushingura amakuru

Article 39

Tout détenteur d'information crée, organise et conserve ses informations de façon à faciliter l'exercice du droit d'accès à l'information.

Ingingo ya 39

Uwo wese afise amakuru arayategura, akayatunganya akongera akayashingura ku buryo uwuyakeneye ayaronka vyoroshe.

En exécution de l'obligation visée à l'alinéa 1, les organismes publics ou privés doivent :

Mw'ishirwa mu ngiro ry'ibitegerejwe bivugwa mu gahimba ka 1 k'iyi ngingo, inzego za Reta canke ibisata vyayo canke ivy'abikorera utwabo bitegerezwa:

1° Produire des informations sur l'ensemble de leurs activités notamment celles énumérées à l'article 38 ;

1° Gutegura amakuru ku bikorwa vyayo vyose yaranguye, canecane ivyadondaguwe mu ngingo ya 38;

2° Organiser les informations de manière systématique et de façon qu'elles puissent être rapidement et aisément trouvées ;

2° Gutunganya amakuru ata cirengagijwe ku buryo ashobora gutorwa ningoga kandi vyoroshe;

3° Conserver les informations dans de bonnes conditions et de manière à garantir la sécurité et l'intégrité de leur contenu.

3° Gushingura amakuru mu buryo bubereye kandi ku buryo aguma akingiwe n'ibiyagize bikaguma uko bimeze.

Article 40

A la demande de la personne intéressée, tout organisme public ou privé doit, sans délais et à ses frais, corriger, mettre à jour ou annoter toute information à caractère personnel anachronique, inexacte ou incomplète, qu'il

Ingingo ya 40

Bisabwe n'umuntu abifisemwo inyungu, urwego rwa Reta canke igisata cayo canke ic'abikorera utwabo bitegerezwa, bidatevye kandi bikoresheje uburyo bwavyo, gukosora, gushira ku gihe canke kwandika amakuru yose amwerekeye ubwiwe yataye igihe, atari

détient au sujet du demandeur après vérification authenticité de la demande. ay'ukuri canke harimwo ibibuze yerekeye uwuyasaba inyima y'isuzumwa y'ivyasabwe.

CHAPITRE IV. DES EXCEPTIONS AU DROIT D'ACCÈS À L'INFORMATION

CA IV. IBITEGWA N'UBURENGANZIRA BW'UKURONKA AMAKURU

Article 41

Les détenteurs d'informations ne peuvent refuser l'accès à l'information que dans les cas prévus par la présente loi.

Ingingo ya 41

Abafise amakuru bashobora kureka gusa kuyatanga mu bihe bitegekanijwe n'iri bwirizwa.

Article 42

Nonobstant les dispositions de la présente loi, les détenteurs d'information ne peuvent refuser l'accès à une information que si le dommage pouvant en résulter est susceptible de l'emporter sensiblement sur l'intérêt public que présenterait la divulgation de telle information.

Ingingo ya 42

Hirengagijwe ingingo z'iri bwirizwa, abafise amakuru bashobora kureka gusa kuyatanga iyo ivyokwononekara bishobora kuba vyinshi gusumba ineza ya bose igihe ayo makuru yoshirwa ahabona.

Avant tout rejet d'une demande d'accès à l'information, le responsable de l'information doit examiner si le principe mentionné à l'alinéa 1 trouve à s'appliquer.

Imbere yo kwima amakuru uwuyasaba, uwujwe ivyerekeye amakuru ategerezwa gusuzuma neza ko ingingo ivugwa mu gahimba ka 1 yubahirijwe.

Article 43

Aucune information ne peut être soustraite à l'obligation d'accès au seul motif qu'elle est considérée comme confidentielle.

Ingingo ya 43

Nta makuru n'amwe atohabwa abayakenera hitwajwe gusa imvo yuko afatwa nk'ayo kugumizwa mw'ibanga.

Article 44

Le responsable de l'information peut refuser une demande d'accès si la transmission de l'information demandée entraîne la divulgation d'informations personnelles relatives à un tiers, même décédé.

Ingingo ya 44

Uwujwe ivyerekeye amakuru arashobora kutayatanga iyo ayo makuru yasabwe atanzwe, bituma amakuru yerekeye uwundi muntu ubwiwe ashirwa ahabona, naho yoba yarapfuye.

Une demande ne peut être refusée en vertu de l'alinéa 1 si :

Amakuru ntashobora kureka gutangwa hisunzwe agahimba ka 1 k'iyi ngingo iyo:

1° Le tiers s'abstient de faire la réclamation et d'indiquer les raisons qui sous-tendent le rejet de la demande ;

1° Uwo amakuru yerekeye atasavye ko ayo makuru atatangwa ntiyerekane n'imvo zotuma adatangwa ;

2° Le tiers a consenti à la divulgation ;

2° Uwo amakuru yerekeye yemeye ko ayo makuru ashirwa ahabona ;

- 3° Le tiers est décédé depuis plus de 10 ans ; 3° Uwo amakuru yerekeye amaze imyaka irenga icumi yarapfuye;
- 4° L'information est dans le domaine public ; 4° Amakuru ari mu yarekuriwe bose;
- 5° L'information touche au bien-être physique ou mental d'une personne placée sous la garde du demandeur et qui a moins de 18 ans, ou est incapable de comprendre la nature de la demande et qu'il est dans l'intérêt de la personne d'accorder l'accès à l'information ; 5° Amakuru hari ico ahindura mu vyerekeye ukumererwa neza mu mubiri canke mu mutwe kw'umuntu asanzwe atunzwe n'ubwubatsiye kandi uwo yerekeye akaba atarakwiza imyaka icumi n'umunani, canke adashobora gutahura igituma ayo makuru asabwa akaba atangwa ku neza yiwe;
- 6° L'information concerne une personne décédée et que le demandeur est un parent au premier degré ou le représentant légal du défunt ou mandaté par le parent au premier degré ou le représentant légal du défunt, l'exécuteur testamentaire du défunt ou l'administrateur d'une fondation susceptible d'hériter les biens du défunt ; 6° Amakuru yerekeye umuntu yapfuye kandi uwuyasaba akaba ari incuti yiwe yo ku rugero rwa mbere canke uwuserukira imbere y'amategeko umuhisi canke uwatumwe n'incuti yiwe yo ku rugero rwa mbere canke uwatumwe n'uwuserukira imbere y'amategeko umuhisi, uwujwe gushira mu ngiro ivyo umuhisi yasize araze canke uwurongoye ikigo, gishobora gutorana amatungo y'umuhisi;
- 7° L'information concerne le poste ou les fonctions d'une personne employée ou ayant été employée par le titulaire d'information ou tout autre organisme public ou privé. 7° Amakuru yerekeye ikibanza canke imirimo y'umukozi canke uwigeze gukoreshwa n'uwufise amakuru canke urundi rwego rwose rwa Reta canke igisata cayo canke ic'abikorera utwabo.

Article 45

Un organisme peut refuser d'indiquer s'il détient ou non un document ou refuser de communiquer l'information lorsque :

- 1° L'information est protégée par la confidentialité dans le cadre d'une procédure judiciaire au niveau national ou international, à moins que la personne qui bénéficie de la protection n'y ait renoncé ; 1° Amakuru akingiwe ategerezwa kugumizwa mw'ibanga ku mvo z'amatohoza y'ubutungane ku rwego rw'igihugu canke mpuzamakungu, kiretse iyo umuntu akingiwe yarekuye ko amakuru aja ku mugaragaro;
- 2° L'information a été obtenue par le biais d'un tiers et que la communiquer constituerait une divulgation d'informations confidentielles punissable par la loi ; 2° Amakuru yabonetse biciye ku wundi muntu kandi ukuyatanga vyoba ari ugushira ahabona amakuru yo mw'ibanga na vyo bikaba bihanwa n'ibwirizwa;

Ingingo ya 45

Urwego canke igisata birashobora kwanka kumenyesha ko bifise canke bidafise amakuru asabwa canke bikanka kuyatanga mu gihe:

- | | |
|---|--|
| <p>3° L'information a été obtenue de manière confidentielle par le biais d'un tiers et contient un secret en matière commerciale ou si communiquer de telles informations porterait ou pourrait porter gravement préjudice aux intérêts commerciaux ou financiers des tiers ;</p> | <p>3° Amakuru yabonetse biciye mw'ibanga atanzwe n'uwundi muntu kandi akaba arimwo ibanga ry'ivyerekeye ubudandaji canke iyo amakuru nk'ayo hamwe yotangwa vyobangamira canke vyoshobora kubangamira cane inyungu z'abandi bantu mu bijanye n'ubudandaji canke n'ubutunzi;</p> |
| <p>4° L'information a été obtenue de manière confidentielle d'un autre Etat ou d'une organisation internationale et que communiquer une telle information porterait gravement préjudice aux relations avec l'Etat ou l'organisation internationale ;</p> | <p>4° Amakuru yaronswe mw'ibanga atanzwe n'ikindi gihugu canke n'ishirahamwe mpuzamakungu kandi hamwe yotangwa bikaba vyotosekaza cane imigenderanire n'ico gihugu canke n'iryo shirahamwe mpuzamakungu;</p> |
| <p>5° En communiquant l'information, l'organisme pourrait mettre en danger la vie, la santé ou la sécurité d'une personne ;</p> | <p>5° Urwego canke igisata bitanze amakuru, vyoshobora gutuma ubuzima bw'umuntu, amagara yiwe canke umutekano wiwe bibangamirwa;</p> |
| <p>6° La divulgation de l'information pourrait porter gravement préjudice à l'ordre public ;</p> | <p>6° Amakuru ashizwe ahabona vyoshobora guhungabanya cane umutekano w'abanyagihugu;</p> |
| <p>7° La divulgation de l'information pourrait porter gravement préjudice à la défense ou à la sécurité nationale ;</p> | <p>7° Amakuru ashizwe ahabona vyoshobora kubangamira cane ibijanye n'ukwivuna abansi canke umutekano w'Igihugu;</p> |
| <p>8° L'information porte sur une recherche scientifique non encore publiée ;</p> | <p>8° Amakuru yerekeye ubushakashatsi butarashirwa ahabona;</p> |
| <p>9° L'information porte préjudice à la protection du patrimoine national ;</p> | <p>9° Amakuru abangamira ikingirwa ry'amatungo y'Igihugu;</p> |
| <p>10° Des tiers détiennent les droits de propriété intellectuelle sur les documents demandés.</p> | <p>10° Abandi bafise uburenganzira kw'itunga mvabwenge ku makuru yasabwe.</p> |

Article 46.

Les exceptions prévues aux articles 44 et 45 ne s'appliquent pas :

Ingingo ya 46

Ibitegwa n'uburenganzira bw'ukuronka amakuru bitegekanijwe mu ngingo ya 44 n'iya 45 ntivyerekeye:

- | | |
|--|---|
| <p>1° Aux documents tombant dans le domaine public conformément à la législation relative aux archives ;</p> | <p>1° Amakuru yerekeye ineza ya bose hisunzwe amategeko agenga ivyashinguwe vya kera;</p> |
|--|---|

- 2° Aux faits, à l'analyse de faits, aux données techniques ou aux informations statistiques ;
- 2° Ivyakozwe, umwihwezo w'ivyakozwe, ivyatororokanijwe bijanye n'ubuhinga canke amakuru yerekeye ibiharuro bitororokanywa mfatirwako;
- 3° Aux documents dont la divulgation est nécessaire en vue d'exposer, d'enquêter ou de poursuivre de graves violations des droits de l'Homme ou des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité ou des crimes de génocide et autres crimes assimilés et l'exclusion ;
- 3° Amakuru bikenewe ko ashirwa ahabona mu ntumbero yo gushira ahabona, kugira amatohoza canke gukurikirana ibijanye n'ihonyangwa rikomeye ry'agateka ka zina muntu canke ivyaha vyo mu ntambara, ivyaha vy'agahomerabunwa canke ivyaha vy'ihonyabwoko n'ibindi vyaha bifatwa nka vyo hamwe n'ugukumira;
- 4° Lorsque l'intérêt général l'emporte sur l'intérêt protégé, en raison d'une menace grave pour la santé, la sécurité et l'environnement, du risque d'un acte criminel, de corruption ou de mauvaise gestion, de crimes économiques ou financiers, des actes d'agression et de pillage des ressources naturelles ;
- 4° Mu gihe ineza ya bose irengeye inyungu ikingiwe, bitumwe n'uko amagara, umutekano n'ibidukikije bishobora kugeramirwa cane, ko hashobora gukorwa icaha gikomeye, icerekeye igiturire canke icerekeye ugukoresha ibintu nabi, ivyaha bihambaye vyerekeye ubutunzi canke amafaranga, ivyaha vyo gutera igihugu n'ugusahura amatungo kama;

Si une demande concerne un document contenant des informations qui tombent dans le cadre d'une exception prévue par le présent chapitre, toute information dans le document qui n'est pas concernée par une exception doit être communiquée au requérant.

Article 47

L'information publique n'est pas exemptée de l'accès sur la seule base de son niveau de classification.

Un décret détermine le niveau de classification et le délai de déclassification d'une information publique sur base de son degré de sensibilité ou de confidentialité.

Mu gihe hasabwe ikibitsweko amakuru ari mu mugwi w'ayadatangwa nk'uko bitegekanijwe muri iki gice, amakuru yose akibitsweko aterekewe n'ingingo y'ukudatangwa ategerezwa guhabwa uwuyasaba.

Ingingo ya 47

Amakuru agenewe bose ntashobora kudatangwa hafatiwe gusa ku rugero ariko rw'ukugumizwa mw'ibanga.

Itegeko ry'Umukuru w'igihugu riratomora urugero n'ikiringo amakuru agenewe bose agumizwa mw'ibanga hafatiwe ku nkurikizi mbi zohaba atanzwe.

**CHAPITRE V. DE LA COMMISSION
NATIONALE D'ACCES A L'INFORMATION
PUBLIQUE ET DE LA PROCEDURE SUIVIE
DEVANT ELLE**

**IGICE CA V. UMUGWI W'IGIHUGU UJEJWE
IVYEREKEYE AMAKURU
AGENWE BOSE
N'IBIKURIKIZWA MURI UWO
MUGWI**

Article 48

Il est créé une Commission nationale d'accès à l'information publique ci-après dénommée « la Commission ».

Ingingo ya 48

Harashinzwe Umugwi w'igihugu ujejwe ivyerekeye amakuru agenewe bose wiswe « Umugwi ».

La Commission est chargée de veiller à la mise en application de la présente loi.

Uwo Mugwi ujejwe gukurikirana ishirwa mu ngiro ry'iri bwirizwa.

Un décret précise les missions, la composition, l'organisation et le fonctionnement de la Commission.

Itegeko ry'Umukuru w'igihugu riratomora imirimo y'uwo Mugwi, abawugize, ingene utunganijwe n'ingene ukora.

La composition de la Commission est inclusive.

Uwo Mugwi ugizwe n'abaserukira imice yose y'abenegihugu kandi ata wukumiriwe.

Section 1. Des recours auprès de la Commission

Agace ka 1. Ukwitura Umugwi

Article 49

Toute personne à qui un organisme public ou privé a refusé l'accès à une information publique qu'il détient peut déposer un recours auprès de la Commission pour faire constater que l'organisme a failli aux obligations prévues par la présente loi.

Ingingo ya 49

Uwo wese urwego rwa Reta canke igisata cayo n'ic'abikorera utwabo vyimye amakuru agenewe bose bifise, arashobora kwitura uwo Mugwi kugira wihweze ko urwo rwego canke ico gisata vyacye kubiri n'ibitegerejwe bitegekanijwe n'iri bwirizwa.

Article 50

Sous réserve des dispositions de l'article 52, la Commission peut prendre une décision endéans 30 jours après avoir donné la possibilité à l'organisme concerné de présenter sa défense par écrit.

Ingingo ya 50

Hatirengagijwe ibitegekanijwe mu ngingo ya 52, Umugwi urashobora gufata ingingo mu kiringo c'imisi 30 umaze guha urwo rwego canke igisata akaryo ko kwiregura biciye mu rwandiko.

Article 51

Dans ses décisions, la Commission peut :

- 1° Rejeter le recours ;
- 2° Enjoindre à l'organisme public ou privé de prendre les mesures nécessaires afin de se mettre en conformité avec ses obligations ;

Ingingo ya 51

Mu ngingo Umugwi ufata, urashobora :

- 1° Kuvuga ko ivyo washikirijwe bitagira ishingiro ;
- 2° Gutegeka urwego rwa Reta canke igisata cayo n'ic'abikorera utwabo gufata ingingo zikenewe kugira bikore ivyo bitegerejwe ;

- 3° Déferer au Ministère public tout manquement constitutif d'infraction au moyen d'un procès-verbal de constatation d'infraction au sens de la présente loi et dans le respect d'autres dispositions légales pertinentes, le cas échéant.
- 3° Gushikiriza Ubushikirizamanza amakosa yose yakozwe afatwa ko ari icaha gitegekanijwe n'iri bwirizwa biciye mu cegeranyo cerekana ko icaha cakozwe hubahirijwe ibitegekanijwe n'ayandi mabwirizwa avyerekeye, igihe bikenewe.

La Commission notifie à la fois au plaignant et à l'organisme sa décision, y compris tout droit de recours.

Umugwi uramenyesha uwawituye hamwe n'urwego canke igisata vyitwariwe ingingo wafashe, n'uko uwo ari wese afise uburenganzira bw'ukwungururiza iyo ngingo.

Article 52

La Commission rejette d'office les recours :

Ingingo ya 52

Umugwi ntiwakira ivyo ushikirizwa:

- 1° Qui ont un caractère abusif, tracassier ou qui sont manifestement injustifiés ;
- 1° Biboneka ko birimwo ukurenza urugero, amahane canke bigaragara ko bidasiguritse;
- 2° Lorsque le plaignant n'a pas utilisé toutes les voies de recours internes et disponibles prévues par l'organisme concerné.
- 2° Mu gihe uwitwaye atakoresheje inzira zose zo kwitwara zisanzwe zitegekanijwe n'urwego canke igisata vyerekeye.

Section 2. Des pouvoirs d'investigation de la Commission

Agace ka 2. Ububasha bw'ugutohoza bw'Umugwi

Article 53

La Commission a le pouvoir de diligenter des enquêtes approfondies en ordonnant que des preuves soient fournies et en obligeant des personnes à témoigner afin de parvenir à une décision.

Ingingo ya 53

Umugwi urafise ububasha bwo gukora amatohoza yimbitse, mu gutegeka ko hatangwa ivyemezo n'uko abantu basura kugira ngo hafatwe ingingo.

Articles 54

La Commission peut, au cours d'une enquête examiner tout document contenant l'information demandée par le plaignant.

Ingingo 54

Umugwi urashobora, mu gihe c'amatohoza, kwihweza ikibitsweko amakuru cose kirimwo amakuru yasabwe n'uwitwaye.

L'accès à tout document ne peut lui être refusé sous aucun motif.

Nta mvo n'imwe ituma uwo Mugwi udahabwa ikibitsweko amakuru cose.

Section 3. Du réexamen des décisions et des ordres de la Commission

Agace ka 3. Ugusubira kwihweza ingingo zafashwe n'Umugwi n'ivyo wategetse

Article 55

Le plaignant ou l'organisme public ou privé concerné peut, dans un délai de 30 jours à compter de la notification de la décision de la Commission conformément aux règles de procédure suivie devant cette instance, faire recours devant la cour administrative compétente pour le réexamen de la décision de la Commission.

Ingingo ya 55

Uwitwaye, urwego rwa Reta canke igisata cayo canke ic'abikorera utwabo vyerekeye, arashobora, mu kiringo c'imisi mirongo itatu iharurwa kuva hamenyeshajwe ingingo yafashwe n'Umugwi hisunzwe ibikurikizwa imbere y'uwo Mugwi, kwunguruza muri Sentare ica imanza za Reta n'ibisata vyayo bimwebimwe bibifitiye ububasha kugira isubire kwihweza ingingo yafashwe n'uwo Mugwi.

Article 56

Après l'expiration du délai prévu pour saisir la cour administrative, les décisions et les ordres de la Commission deviennent exécutoires.

Ingingo ya 56

Ikiringo gitegekanijwe co kwitura Sentare ica imanza za Reta n'ibisata vyayo bimwebimwe kimaze kurangira, ingingo hamwe n'ivyategetswe n'Umugwi bica bikurikizwa.

CHAPITRE VI. DE LA PROTECTION DES FOURNISSEURS DE L'INFORMATION

IGICE CA VI. IVYEREKEYE UGUKINGIRA ABATANGA AMAKURU

Article 57

Nul ne peut être poursuivi ou sanctionné pour avoir livré de bonne foi des informations en application de la présente loi.

Ingingo ya 57

Nta n'umwe ashobora gukurikiranwa canke guhanwa kubera yatanze amakuru ata buryarya hisunzwe ibitegekanijwe n'iri bwirizwa.

Article 58

Nul ne doit être soumis à une sanction pénale, administrative ou professionnelle, quel que soit le degré de violation de ses obligations juridiques ou professionnelles pour avoir divulgué l'information en vertu de l'article 46 lorsque la personne a agi de bonne foi et a eu des raisons de penser que la divulgation de ces informations était fondée.

Ingingo ya 58

Nta n'umwe ahanishwa igihano mpanavyaha, igifatwa n'abajejwe intwari canke icisunga amategeko agenga akazi, ku rugero urwo ari rwo rwose yoba yahonyanze ivyo ategerejwe bijanye n'amategeko canke n'umwuga wiwe, kubera yashize ahabona amakuru hisunzwe ingingo ya 46, mu gihe uyo muntu yabikoze ata buryarya kandi akaba yari afise imvo zituma yibaza ko itangwa ry'ayo makuru ryari rifise ishingiro.

CHAPITRE VII. DES DISPOSITIONS PENALES

IGICE CA VII. INGINGO MPANAVYAHA

Article 59

Sans préjudice des dispositions pertinentes du Code pénal et du Code de procédure pénale burundais, toute violation des

Ingingo 59

Hatirengagijwe Ingingo zihambaye ziri mu gitabo mpanavyaha hamwe n'igitabo gitomora ingene ivyaha bitohozwa n'ingene imanza

prescriptions de la présente loi expose son auteur aux sanctions prévues par les dispositions pénales ci-après :

zivyerekeye zicibwa mu Burundi, ukurenga ku ngingo zitegekanijwe n'iri tegeko bituma uwuzirenzeko ahanishwa ibihano bikurikira :

Article 60

Est puni d'une servitude pénale d'un an à trois ans et d'une amende de cent mille à cinq cent mille francs burundais ou d'une de ces peines seulement, toute personne qui, par tous les moyens, fait sciemment obstruction à l'accès à l'information en violation de la présente loi.

Ingingo ya 60

Ahanishwa igihano co gupfungwa kiva ku mwaka umwe gushika ku myaka itatu, hamwe n'ihadabu ry'amafaranga y'amarundi riva ku bihumbi ijana gushika ku bihumbi amajana atanu canke igihano kimwe muri ivyo, uwo wese, akoresheje uburyo ubwo ari bwo bwose, abaye intambamyi n'ibigirankana y'ukuronka amakuru biciye kubiri n'iri bwirizwa.

Article 61

Est puni d'une servitude pénale d'un an à trois ans et d'une amende de cent mille à cinq cent mille francs burundais ou d'une de ces peines seulement, toute personne qui fait sciemment obstruction à l'exercice d'un droit ou à l'accomplissement par un organisme public ou privé d'une de ses obligations prévues par la présente loi.

Ingingo ya 61

Ahanishwa igihano co gupfungwa kiva ku mwaka umwe gushika ku myaka itatu, hamwe n'ihadabu ry'amafaranga y'amarundi riva ku bihumbi ijana gushika ku bihumbi amajana atanu canke igihano kimwe muri ivyo conyene, uwo wese abereye intambanyi n'ibigirankana ikoresheje ry'uburenganzira canke irangurwa ry'ibitegerejwe urwego rwa Reta canke igisata cayo canke ic'abikorera utwabo bitegekanijwe n'iri bwirizwa.

Article 62

Est puni d'une servitude pénale de deux à cinq ans et d'une amende de cent mille à cinq cent mille francs burundais, toute personne qui interfère dans le travail de la Commission.

Ingingo ya 62

Ahanishwa igihano co gupfungwa kiva ku myaka ibiri gushika ku myaka itanu n'ihadabu ry'amafaranga y'amarundi riva ku bihumbi ijana gushika ku bihumbi amajana atanu, uwo wese abereye intambamyi ibikorwa vy'Umugwi.

Article 63

Est puni d'une servitude pénale d'un an à cinq ans ou d'une amende de cent mille à cent cinquante mille francs burundais, toute personne qui détruit des documents à usage du public.

Ingingo ya 63

Ahanishwa igihano co gupfungwa kiva ku mwaka umwe gushika ku myaka itanu, canke ihadabu ry'amafaranga y'amarundi riva ku bihumbi ijana gushika ku bihumbi ijana na mirongo itanu, uwo wese azimanganije ibibitsweko amakuru bigenewe gukoresheya ku neza ya bese.

CHAPITRES VIII. DES DISPOSITIONS IGICE CA VIII. INGINGO ZISOZERA FINALES

Article 64

Toutes les dispositions antérieures contraires à la présente loi sont abrogées.

Article 65

La présente loi entre en vigueur à la date de sa promulgation.

Fait à Gitega, le... /... /2026

Evariste NDAYISHIMIYE

PAR LE PRESIDENT DE LA
REPUBLIQUE,

VU ET SCELLE DU SCEAU DE LA
REPUBLIQUE

LE MINISTRE DE LA JUSTICE, DES
DROITS DE LA PERSONNE HUMAINE ET
DU GENRE

Alfred AHINGEJEJE

Ingingo ya 64

Ingingo zose zahahora ziteye kubiri n'iri
bwirizwa zirafuswe.

Ingingo ya 65

Iri bwirizwa ritangura gukurikizwa kuva
kw'igenekerezo ritangarijweko.

Bigiriwe i Gitega, ku wa...../...../2026

NDAYISHIMIYE Evariste

KU BW'UMUKURU W'IGIHUGU,

BIBONYWE KANDI BISHIZWEKO
IKIMANGU CA REPUBURIKA

UMUSHIKIRANGANJI W'UBUTUNGANE,
AGATEKA KA ZINA MUNTU
N'ITERAMBERE RIDAKUMIRA ©

Alfred AHINGEJEJE